

Séminaire d'Histoire de la statistique

Organisé par le groupe Histoire de la statistique, des probabilités et de leurs usages
de la Société française de statistique (SFdS)
et le Département des méthodes statistiques (DMS) de l'Insee

mardi 28 juin 2016, 14h30-17h30

Insee, Salle Malinvaud

Inscription obligatoire

Programme

La communication autour de l'incertitude des statistiques publiques,
Ronan Le Saout (Insee)

**Interpréter les comptes de la sécurité sociale :
apports d'une analyse historique,**
Nicolas Da Silva (Laboratoire EconomiX UMR 7235)

**Faire entrer les entreprises dans l'économie nationale.
Une ethnographie du chiffrage du PIB
au sein du département des comptes nationaux français,**
Quentin Dufour (IRISSO, CSI)

**Défaillance d'entreprises, défaillance d'un chiffre.
Au-delà du mythe économique, le fait et l'espace social,**
Virginie Blum (Université Lumière Lyon 2)

Informations pratiques :

L'inscription est obligatoire. Pour les personnes extérieures à l'Insee, il faut se munir d'une pièce d'identité pour accéder au bâtiment situé 6, rue Pierre Legrand à Malakoff (voir plan d'accès à la fin de ce document).

Site d'inscription :

http://webquest.fr/?m=17311_seminaire-d-histoire-de-la-statistique-le-mardi-28-juin-14h30-17h-insee-paris-salle-malinvaud

Résumé des interventions

La communication autour de l'incertitude des statistiques publiques,

Ronan Le Saout (Insee)

Charles F. Manski (économiste mondialement reconnu) vient de publier en septembre 2015 (Journal of Economic Literature) un article intitulé « Communicating Uncertainty in Official Economic Statistics: An Appraisal Fifty Years after Morgenstern ».

Le constat est que les statistiques officielles, aux États-Unis mais également dans la majorité des pays, sont diffusées sans indicateurs de précision (intervalles de confiance par exemple). On dira par exemple que le taux de chômage est de 8 %, mais pas que l'intervalle de confiance est [7.7 %;8.3 %]. Le risque est alors de considérer que ces statistiques sont exemptes d'erreurs. Or les sources d'erreurs sont nombreuses : erreurs statistiques classiques liées à un échantillonnage, mais également liées au mode de collecte ou de questionnement, ou aux concepts économiques sous-jacents.

L'article de Charles F. Manski utilise comme exemples les statistiques publiées aux États-Unis (PIB, revenu des ménages, taux de chômage). L'objet de cette communication sera d'étudier l'incertitude des statistiques économiques en étudiant le cas français et quels choix ont été opérés par l'Insee. Il sera l'occasion de réfléchir à plusieurs exemples de quantification économique (PIB, taux de chômage...), et du rôle de la théorie statistique mais également économique dans ce cadre. Une première partie du travail sera donc consacrée à définir la notion d'incertitude d'un indicateur économique et comment cette notion a pu être appréhendée au sein de l'Insee. Une seconde partie étudiera quelques exemples de statistiques officielles, en analysant les choix historiques effectués en termes de diffusion.

La communication s'appuiera sur les décisions effectuées en comité de direction, les publications publiques de l'Insee mais également des entretiens avec des statisticiens de l'Insee.

Interpréter les comptes de la sécurité sociale : apports d'une analyse historique,

Nicolas Da Silva (Laboratoire EconomiX UMR 7235)

Le solde du compte des administrations de sécurité sociale fait l'objet d'un intense débat chaque année. Si la présentation dominante donne à voir une situation financière par nature catastrophique, un nombre croissant d'acteurs cherche à mettre en évidence les nombreuses conventions qui président au calcul et à la présentation de ce solde. Dans l'esprit des travaux menés par Alain Desrosières, l'idée est de rappeler à quel point le chiffre est le produit d'un travail social. La quantification repose sur des conventions de toutes sortes elles-mêmes étant le résultat d'arrangements institutionnels et de rapports de force. Or, parce que de nombreuses options sont possibles, les conventions choisies diffusent une certaine représentation du monde qui n'est pas neutre. À ces conventions statistiques s'ajoutent dans le cas du solde des comptes de la sécurité sociale des conventions de langage. En effet, la présentation du chiffre s'accompagne presque systématiquement d'un champ sémantique à la connotation négative. Il est alors question du « déficit » de la sécurité sociale ou, plus familièrement du « trou de la sécu » là où il conviendrait de parler de besoin (ou de capacité) de financement de la sécurité sociale. La représentation du monde est ici encore plus explicite dans la mesure où le jugement sur le chiffre figure dans sa présentation même. À la limite du langage religieux, il faut comprendre que le « trou de la sécu » serait péché dont l'absolution viendrait de la réduction des dépenses de sécurité sociale. Pourtant, d'autres mondes sont possibles.

Par la méthode d'histoire économique, l'objectif de cette proposition de communication est d'approfondir la compréhension des conventions statistiques et langagières à l'origine de la présentation du solde du compte des administrations de sécurité sociale. L'analyse historique permet de montrer que l'ensemble des préoccupations contemporaines liées au besoin de

financement de la sécurité sociale sont présentes dès les premières années de son fonctionnement. Les débats parlementaires de l'année 1949 dont nous proposons de faire une analyse sont particulièrement frappants à cet égard. Les arguments de chacun des protagonistes raisonnent d'une étrange actualité : concurrence internationale, abus des assurés, coût du travail, compétitivité, inefficacité du secteur public, etc. Bien que les données du problème soient comparables à celles d'aujourd'hui, l'issue des débats parlementaires a justifié l'augmentation des recettes de la sécurité sociale. Ainsi, on apprend que le « déficit » de la sécurité sociale n'est pas une question neuve, c'est l'attention et la réponse politique qui lui sont accordées qui sont neuves. D'autres mondes sont possibles.

Faire entrer les entreprises dans l'économie nationale. Une ethnographie du chiffrage du PIB au sein du département des comptes nationaux français.

Quentin Dufour (IRISSO, CSI)

Cette communication s'intéresse aux moyens pratiques qui permettent de donner une consistance à la notion de Produit Intérieur Brut (PIB), indicateur de l'activité économique d'un pays. Elle se penche plus précisément sur le travail concret, qui rend possible la circulation des chiffres au cours de la construction du PIB ; pour ainsi passer de données économiques locales et hétérogènes, à une représentation unifiée et globale de l'activité économique. Afin de suivre ce travail de circulation, nous nous appuyons sur une approche au croisement de la sociologie de la quantification et de la sociologie des sciences.

Notre analyse, qui s'inscrit dans un travail de thèse en cours, ne prétend pas retracer l'intégralité de la chaîne de production permettant d'aboutir au PIB. Elle porte principalement sur les pratiques de quantification localisables au sein du département des comptes nationaux de l'INSEE – le site de confection du PIB français. Pour cela, nous réalisons une enquête qualitative mêlant entretiens, observations du travail, et études de publications méthodologiques et techniques.

Dans le cadre de cette communication, nous proposons de nous focaliser sur une petite partie du circuit de fabrication des comptes nationaux : l'opération de passage aux comptes des entreprises non financières. L'enjeu d'un tel processus, mis en œuvre par la section des entreprises non financières, consiste à traduire les données sources « statistiques d'entreprises » (Esane) dans les concepts de la comptabilité nationale (tels qu'ils sont définis par le Système Européen des Comptes 2010). Le passage aux comptes revêt un caractère mécanique et non problématique, si l'on s'en tient à regarder les procédures informatiques automatisées de traitement des données. Cependant, cette opération formalisée, qui assure l'intégration des données « statistiques d'entreprises » dans les comptes nationaux, est rendue possible au prix d'un travail méticuleux de contrôle et de suivi des chiffres en circulation. En effet, avant de valider un passage aux comptes, il faut s'assurer de la signification des informations présentes, éprouver leur solidité, en appuyant ses réflexions sur de multiples outils, informatiques comme papiers. Selon cette perspective, le passage aux comptes ne constitue pas un « simple intermédiaire technique », qui exécuterait aisément la traduction, mais un problème pratique à résoudre, en vue de produire un PIB solide.

En suivant le travail concret autour du passage aux comptes, nous souhaitons prendre au sérieux l'ensemble des contraintes matérielles, cognitives et sociales qui rendent possible la circulation des données, et la manière avec laquelle elles sont « autorisées » à passer d'un compte à un autre. De plus, s'attacher à décrire les pratiques de chiffrage au cours des situations de travail, invite à s'intéresser à une pragmatique de la quantification, en s'éloignant d'une image mécanique que peut revêtir cette activité technique.

Défaillance d'entreprises, défaillance d'un chiffre. Au-delà du mythe économique, le fait et l'espace social

Virginie Blum (Université Lumière Lyon 2)

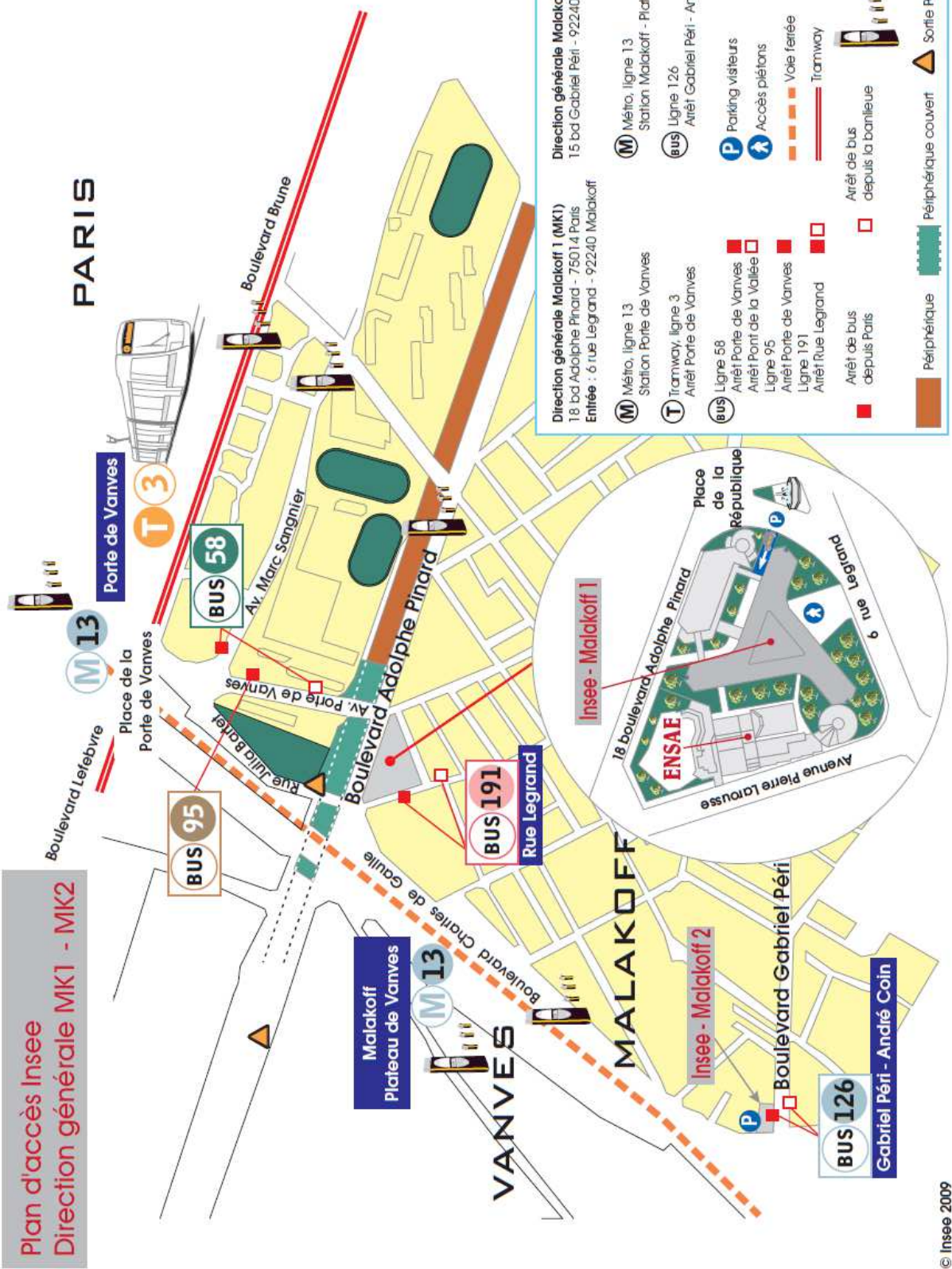
Comment une société gère-t-elle ses entreprises mourantes ? La question dénote, charriant des aspects culturellement et socialement négatifs dans un contexte où la performance est érigée en culte (Ehrenberg, 2011). Mais si on prend acte que des entreprises se créent et vivent, on peut également considérer que d'autres meurent. En filant plus encore ces analogies organicistes, on peut aussi penser que des entreprises se trouvent « entre la vie et la mort ».

S'il est fait un usage intense et toujours plus important d'indicateurs dans la vie politique, sociale et scientifique, il en va tout autrement de la défaillance d'entreprises. Comme le note Pierre-Cyrille Hautcoeur (2008), « la statistique de la justice commerciale, née dans le prolongement de celle de la justice criminelle, ne fut pas appropriée par le monde savant ni par le débat social d'une manière comparable ». Il est ainsi révélateur que depuis janvier 2013, l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques ait interrompu la diffusion de données sur les défaillances d'entreprises, celles-ci ayant été « délocalisées » sur le site de la Banque de France. Tout comme l'histoire de la mesure de la défaillance d'entreprises donne à voir trois types d'usage qui ont sensiblement peu évolué.

C'est à partir de l'exploitation statistique de la base de données administrative d'un des cinq plus importants tribunaux de commerce français¹ que nous proposons de questionner la possibilité d'un usage « social » de la défaillance d'entreprises. Notre démarche consistera ainsi à décaler la lecture communément admise de ce chiffre. C'est à l'appui des « actions déjà existantes » (Desrosières, 2004) que nous proposerons de mettre en perspective les faillites d'entreprises dans leurs dynamiques et rapports sociaux, dans le temps et l'espace, tant du point de vue des acteurs que de l'institution judiciaire.

1

Cette exploitation statistique couvre la période 1990-2014. Les fichiers que nous avons extraits (en format Excel) ont ensuite été traités avec l'environnement logiciel R et recensent, pour 35 381 entreprises, 34 variables. Le recodage de ces 34 variables a donné lieu à la construction de 40 nouvelles variables. Nous avons réalisé entre autres des cartographiques, une ACM et différents calculs de taux.



Plan d'accès Insee
Direction générale MK1 - MK2

Direction générale Malakoff 1 (MK1)
18 bd Adolphe Pinard - 75014 Paris
Entrée : 6 rue Legrand - 92240 Malakoff

Direction générale Malakoff 2 (MK2)
15 bd Gabriel Péri - 92240 Malakoff

- M Métro, ligne 13
Station Malakoff - Plateau de Vanves
- T Tramway, ligne 3
Arrêt Porte de Vanves
- bus Ligne 58
Arrêt Porte de Vanves
- bus Ligne 95
Arrêt Porte de Vanves
- bus Ligne 126
Arrêt Gabriel Péri - André Coin
- bus Ligne 191
Arrêt Rue Legrand
- P Parking visiteurs
- Accès piétons
- Vole ferrée
- Tramway
- Arrêt de bus depuis Paris
- Arrêt de bus depuis la banlieue
- Station Vélib'
- Périphérique
- Périphérique couvert
- Sortie Porte de Brancion